

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Réservé
au
Moniteur
belge



22128103

TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE

18 OCT. 2022

DU BRABANT WALLON
Greffe

N° d'entreprise : **0891 269 553**

Nom

(en entier) : **ADEC SPORT**

(en abrégé) :

Forme légale : **Société Anonyme**

Adresse complète du siège : **1420 Braine-l'Alleud, Chaussée de Nivelles 81**

Objet de l'acte : MODIFICATION DES STATUTS

D'un acte passé devant nous, Maître Tim VANDERSTEEN, notaire à la résidence de Assenede, exerçant sa fonction dans la société à responsabilité limitée "Els DE BLOCK & Tim VANDERSTEEN geassocieerde notarissen", avec siège à 9140 Temse, Frans Boelplein 41 le 10 février 2022, à laquelle une amélioration a été apportée en vertu d'un acte passé devant le notaire Tim Vandersteen, prénommé, le 6 octobre 2022, par remis pour enregistrement à seule fin d'être déposé au greffe du tribunal corporatif.

Ça montre que :

L'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "ADEC SPORT", ayant son siège social à 1420 Braine-l'Alleud, Chaussée de Nivelles 81, inscrite au Registre des Personnes Morales du Brabant Wallon, sous le numéro d'entreprise 0891.269.553.

Constituée sous la dénomination "ADEC STF" en vertu d'un acte passé devant le notaire Frank Liesse, à Anvers, le 2 août 2007, publié aux annexes du Moniteur belge du 14 août suivant, sous le numéro 20070814-121009.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par acte passé devant le notaire Herbert Houben, à Genk, le 30 juin 2015, publié aux annexes du Moniteur belge du 28 juillet suivant, sous le numéro 15108549.

S'est réuni pour décider de ce qui suit :

Première décision - Adaptation des statuts de la société au Code des sociétés et associations.

En application de l'article 39, §1, alinéas 1 et 3 de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'assemblée générale décide d'adapter les statuts aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

Deuxième décision - Confirmation de la nomination des administrateurs pour un mandat de six ans.

L'assemblée décide du renouvellement du mandat des administrateurs, à savoir :

-la société à responsabilité limitée "JFS B.V.", précitée, avec comme représentant permanent M. Estèves Olivier, précité ;

-Monsieur Ferrier Jean, précité ; et ce pour une durée de six (6) ans, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2028.

Troisième décision - Transfert du siège social en Région flamande - changement de langue de la société.

L'assemblée décide qu'à partir d'aujourd'hui, le siège social de la société est situé en Région flamande, à savoir à 9140 Temse, Frank Van Dyckelaan 4.

Suite au transfert susmentionné du siège social en Région flamande, il convient de modifier les statuts de la société en néerlandais, conformément à l'article 2:4, deuxième alinéa, du Code des sociétés et associations.

Adaptation des statuts suite à la décision susmentionnée.

Quatrième décision - Changement d'objet - extension.

- Rapport établi par l'organe de direction conformément à l'article 5:101 du Code des sociétés et associations.

Le président présente le rapport du gérant, actuellement directeur, en date du 10 février 2022, établi conformément au Code des sociétés et des associations, dans lequel la proposition de modification de l'objet social est expliquée en détail.

L'assemblée décharge le notaire de cette lecture.

L'assemblée décide d'étendre/modifier les objets de la société, conformément au rapport susmentionné, comme suit :

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 27/10/2022 - Annexes du Moniteur belge

"La société a pour objet, en Belgique et à l'étranger, en son nom propre ou au nom de tiers, pour son propre compte ou pour le compte de tiers :

Activités spécifiques

- le commerce de gros et de détail, les intermédiaires du commerce, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la représentation, la distribution, la commercialisation, la promotion, la fabrication, la transformation, la manutention, l'entretien et la réparation de toutes machines, outils, matériaux, meubles et équipements et notamment de tous les appareils et équipements de sport, de loisirs, de détente et autres, tels que, mais sans s'y limiter, les équipements et produits de gymnastique, les produits sportifs, les équipements pour les activités sportives en intérieur et en extérieur, les tribunes, les tableaux d'affichage, les sols sportifs, les articles de décoration et de publicité, les vêtements de sport, les accessoires de vêtements de sport, les chaussures de sport et tous les autres biens, attributs, articles, produits et articles connexes qui y sont directement ou indirectement liés ;

- l'exploitation et le développement de salles de sport, de gymnases et de tout autre type d'installations sportives et événementielles ;

- la fabrication, l'installation, l'entretien et la réparation de tout matériel de gymnastique et de sport, de jeux et de sport, de loisirs et de récréation, de tribunes, de tableaux d'affichage, de cloisons, de mobilier en bois et en métal, de menuiserie et de charpenterie et de métallerie pour le bâtiment, de revêtements de sol sportifs, récréatifs et industriels, de papiers peints et de revêtements muraux pour l'intérieur et l'extérieur, en bois, en asphalte ou en produits synthétiques/naturels, ainsi que toutes les activités qui s'y rapportent directement ou indirectement ;

- l'acquisition, l'aliénation, l'aménagement, la mise à disposition, la location et le crédit-bail de locaux de toute nature, de salles et de terrains où les activités précitées peuvent se dérouler ou être exercées, y compris la gestion et l'exploitation de centres polyvalents et d'installations sportives ou événementielles adaptées à l'exercice des activités précitées.

Dans le cadre de ce qui précède, la société agit pour son propre compte, sur mandat, en tant qu'agent ou représentant.

Activités générales

- l'acquisition pour son propre compte de tous titres, droits ou valeurs mobilières par voie de participation, d'apport, de souscription, de placement, de garantie, d'achat, d'option d'achat, de négociation, ou par tout autre moyen ;

- autoriser et accorder des prêts et des ouvertures de crédit à des entreprises ou à des particuliers ;

- le financement des opérations d'achat et de vente, à terme ou non, de tous biens meubles et immeubles, ainsi que de toutes opérations commerciales et financières liées directement ou indirectement à cet objet ;

- l'activité immobilière, qui comprend notamment : l'acquisition, la cession, la location, la gestion, l'exploitation, la valorisation, la subdivision, l'aménagement, la mise et la prise en location, la construction et la transformation de biens immobiliers ;

- l'achat et la vente, la location et le crédit-bail de panneaux solaires, de batteries, de stations de recharge et de l'énergie qu'ils produisent ;

- le développement, l'achat, la vente, la concession de licences ou l'octroi de brevets, de savoir-faire et d'actifs incorporels connexes à long terme ;

- fournir aux sociétés auxquelles elle participe et à des tiers, à titre onéreux ou gratuit, toute assistance, qu'elle soit technique, industrielle, commerciale, administrative, de gestion générale ou financière ;

- assurer la gestion quotidienne des entreprises ;

- la location ou le crédit-bail, l'achat et la vente de biens meubles ;

La société peut effectuer toutes les opérations, tant financières qu'immobilières, destinées à favoriser directement ou indirectement la réalisation de son objet, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut coopérer par tous moyens avec toutes les entreprises ou sociétés, en Belgique ou à l'étranger, qui poursuivent un objet identique, similaire ou connexe, ou qui sont de nature à promouvoir cet objet, ou de participer à ces entreprises ou sociétés.

L'entreprise peut se porter garante tant de ses propres engagements que des engagements de tiers, notamment en hypothéquant ou en mettant en gage ses biens, y compris son fonds de commerce.

La société peut également agir en tant qu'administrateur, mandataire, agent ou liquidateur dans d'autres sociétés ou entreprises."

Adaptation des statuts en vertu de la décision susmentionnée, comme détaillé ci-dessous.

Cinquième décision - Modifications de la composition de l'organe de direction.

L'assemblée décide d'introduire une option concernant la composition de l'organe de direction.

Par conséquent, l'organe de direction sera composé, selon le choix, d'un conseil d'administration ou d'un administrateur unique.

Actuellement, la composition avec un conseil d'administration est choisie.

Adaptation des statuts en vertu de la décision susmentionnée, comme détaillé ci-dessous.

Sixième décision - Modification du pouvoir de représentation externe.

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier le mode de représentation externe comme suit :

"Dans le cas d'un conseil d'administration :

1. Sans préjudice du pouvoir général de représentation du conseil d'administration en tant que collège, la société est valablement engagée tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires par deux administrateurs, agissant conjointement conformément à l'article 13 des présents statuts.

2. La société est également valablement représentée tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires en ce qui concerne la gestion quotidienne par un ou plusieurs délégués à la gestion quotidienne, agissant seuls ou conjointement en exécution de la résolution de délégation du conseil d'administration.

3. Le conseil d'administration peut accorder des procurations spéciales à une ou plusieurs personnes. La société est valablement représentée par ces mandataires spéciaux dans les limites de leur procuration.

Dans le cas d'un administrateur unique :

1. Tous les actes qui engagent la société, tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires, sont valables lorsqu'ils sont signés par l'administrateur unique.

2. Dans les limites du conseil d'administration, la société est également valablement représentée tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires par le ou les délégués de ce conseil agissant seuls.

3. L'administrateur unique peut accorder des procurations spéciales à une ou plusieurs personnes. La société est valablement représentée par ces mandataires spéciaux dans la limite de leurs pouvoirs.”

Adaptation des statuts en vertu de la décision susmentionnée, comme détaillé ci-dessous.

Septième décision - Disposition relative à la prise de décision écrite au niveau de l'organe de direction.

L'assemblée décide à l'unanimité de prévoir une prise de décision écrite au niveau de l'organe de direction.

Adaptation des statuts en vertu de la décision susmentionnée, comme détaillé ci-dessous.

Septième décision - Prévoir la prise de décision par écrit et par voie électronique au niveau de l'assemblée générale.

L'assemblée décide à l'unanimité de prévoir la prise de décision par écrit et par voie électronique au niveau de l'assemblée générale.

Adaptation des statuts en vertu de la décision susmentionnée, comme détaillé ci-dessous.

Neuvième décision - Adoption de tout nouveaux statuts, conformément au Code des sociétés et associations et aux décisions susmentionnées.

En conséquence des résolutions précédentes, l'assemblée générale décide d'adopter de tout nouveaux statuts, qui sont conformes au Code des sociétés et des associations.

L'assemblée générale déclare et décide que le texte des nouveaux statuts se lit comme suit :

TITRE I. Forme juridique - Nom - Siège - Objet - Durée

Article 1 : Nom et forme juridique

La société a la forme juridique d'une société à responsabilité limitée.

Elle porte le nom "ADEC SPORT".

Article 2. Siège

Le siège est établi dans la Région flamande.

Il peut être transféré en tout lieu de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou de la région néerlandophone, par simple décision de l'organe de direction, qui a tous pouvoirs pour faire adopter authentiquement toute modification statutaire qui en résulterait, sans donner lieu à un changement de langue des statuts.

La société peut également, par une seule décision de l'organe de direction, créer ou dissoudre des bureaux administratifs, des agences, des ateliers, des entrepôts et des succursales quand et où elle le juge nécessaire, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut, par une résolution unique de l'organe de direction, créer ou dissoudre des sièges d'exploitation quand et où elle le juge nécessaire, à condition que cela n'entraîne aucun changement concernant le régime linguistique applicable à la société.

Article 3. Objet

La société a pour objet d'opérer en Belgique et à l'étranger, en son nom propre ou au nom de tiers, pour son propre compte ou pour le compte de tiers :

Activités spécifiques

- le commerce de gros et de détail, les intermédiaires du commerce, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la représentation, la distribution, la commercialisation, la promotion, la fabrication, la transformation, la manutention, l'entretien et la réparation de toutes machines, outils, matériaux, meubles et équipements et notamment de tous les appareils et équipements de sport, de loisirs, de détente et autres, tels que, mais sans s'y limiter, les équipements et produits de gymnastique, les produits sportifs, les équipements pour les activités sportives en intérieur et en extérieur, les tribunes, les tableaux d'affichage, les sols sportifs, les articles de décoration et de publicité, les vêtements de sport, les accessoires de vêtements de sport, les chaussures de sport et tous les autres biens, attributs, articles, produits et articles connexes qui y sont directement ou indirectement liés ;

- l'exploitation et le développement de salles de sport, de gymnases et de tout autre type d'installations sportives et événementielles ;

- la fabrication, l'installation, l'entretien et la réparation de tout matériel de gymnastique et de sport, de jeux et de sport, de loisirs et de récréation, de tribunes, de tableaux d'affichage, de cloisons, de mobilier en bois et en métal, de menuiserie et de charpenterie et de métallerie pour le bâtiment, de revêtements de sol sportifs, récréatifs et industriels, de papiers peints et de revêtements muraux pour l'intérieur et l'extérieur, en bois, en asphalte ou en produits synthétiques/naturels, ainsi que toutes les activités qui s'y rapportent directement ou indirectement ;

- l'acquisition, l'aliénation, l'aménagement, la mise à disposition, la location et le crédit-bail de locaux de toute nature, de salles et de terrains où les activités précitées peuvent se dérouler ou être exercées, y compris la gestion et l'exploitation de centres polyvalents et d'installations sportives ou événementielles adaptés à l'exercice des activités précitées.

Dans le cadre de ce qui précède, la société agit pour son propre compte, sur mandat, en tant qu'agent ou représentant.

Activités générales

- l'acquisition pour son propre compte de tous titres, droits ou valeurs mobilières par voie de participation, d'apport, de souscription, de placement, de garantie, d'achat, d'option d'achat, de négociation, ou par tout autre moyen ;

- autoriser et accorder des prêts et des ouvertures de crédit à des entreprises ou à des particuliers ;

- le financement des opérations d'achat et de vente, à terme ou non, de tous biens meubles et immeubles, ainsi que de toutes opérations commerciales et financières liées directement ou indirectement à cet objet ;

- l'activité immobilière, qui comprend notamment : l'acquisition, la cession, le leasing, la gestion, l'exploitation, la valorisation, la subdivision, l'aménagement, la mise et la prise en location, la construction et la transformation de biens immobiliers ;

- l'achat et la vente, la location et le crédit-bail de panneaux solaires, de batteries, de stations de recharge et de l'énergie qu'ils produisent ;

- le développement, l'achat, la vente, la concession de licences ou l'octroi de brevets, de savoir-faire et d'actifs incorporels connexes à long terme ;

- fournir aux sociétés auxquelles elle participe et à des tiers, à titre onéreux ou gratuit, toute assistance, qu'elle soit technique, industrielle, commerciale, administrative, de gestion générale ou financière ;

- Assurer la gestion quotidienne des entreprises ;

- la location ou le crédit-bail, l'achat et la vente de biens meubles ;

La société peut effectuer toutes les opérations, tant financières qu'immobilières, destinées à favoriser directement ou indirectement la réalisation de son objet, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut coopérer par tous moyens avec toutes les entreprises ou sociétés, en Belgique ou à l'étranger, qui poursuivent un objet identique, similaire ou connexe, ou qui sont de nature à promouvoir cet objet, ou de participer à ces entreprises ou sociétés.

L'entreprise peut se porter garante tant de ses propres engagements que des engagements de tiers, notamment en hypothéquant ou en mettant en gage ses biens, y compris son propre fonds de commerce.

La société peut également agir en tant qu'administrateur, mandataire, agent ou liquidateur dans d'autres sociétés ou entreprises.

Article 4. Durée

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Chapitre II. CAPITAL - CONTRIBUTION - ACTIONS

Article 5. Capital

Le capital de la société s'élève à deux cent soixante-cinq mille euros (265 000,00 €).

Le capital est entièrement et inconditionnellement souscrit et libéré.

Elle est représentée par cent (100) actions, sans indication de valeur nominale.

Article 6. Augmentation et diminution du capital

Le capital peut être augmenté ou diminué par une résolution de l'assemblée générale délibérant selon les règles prévues pour la modification des statuts.

Si la propriété d'une action est divisée en nue-propriété et en usufruit, et que les réserves sont converties en capital, avec l'attribution de nouvelles actions, ces nouvelles actions reviennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit, sous réserve d'un autre accord entre le nu-propriétaire et l'usufruitier.

Si la propriété d'une action est divisée en nue-propriété et en usufruit, et que le capital est réduit par remboursement aux actionnaires, les sommes distribuées reviennent au nu-propriétaire, sur ordre de les placer en vue de l'exercice de l'usufruit par l'usufruitier, sous réserve d'un autre accord entre le nu-propriétaire et l'usufruitier.

Article 7. Droit préférentiel de souscription en espèces du capital

En cas d'augmentation de capital, d'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, les actions souscrites en espèces, les obligations convertibles ou les droits de souscription doivent d'abord être offerts aux actionnaires proportionnellement à la part du capital représentée par leurs actions.

Ils peuvent exercer leur droit de préférence pendant une période d'au moins quinze jours à compter du jour de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit préférentiel et la période pendant laquelle ce droit peut être exercé sont déterminées par l'organisme émetteur et sont notifiées aux détenteurs de titres par courrier électronique ou, pour les personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications par courrier électronique.

Si, en application de ce qui précède, l'augmentation de capital, l'émission d'obligations convertibles ou les droits de souscription ne sont pas entièrement souscrits, les actionnaires qui ont pleinement exercé leurs droits préférentiels de souscription peuvent à nouveau souscrire de manière préférentielle à la part de l'augmentation ou de l'émission de capital non encore souscrite, au prorata de leurs droits respectifs, et ce jusqu'à ce que l'augmentation ou l'émission de capital soit entièrement souscrite ou jusqu'à ce qu'aucun actionnaire ne continue à exercer cette option.

Si l'augmentation ou l'émission de capital n'a pas été entièrement souscrite conformément à ce qui précède, l'organe de direction peut, aux conditions qu'il détermine, conclure des accords avec des tiers pour assurer la souscription intégrale de l'augmentation ou de l'émission de capital.

Pour les actions grevées d'usufruit, le droit de préférence revient au nu-propriétaire, sauf accord contraire entre le nu-propriétaire et l'usufruitier. Les nouvelles actions, obligations convertibles ou droits de souscription qu'il acquiert avec ses propres fonds lui appartiennent en pleine propriété.

Il est obligé d'indemniser l'usufruitier pour la valeur de l'usufruit sur le droit préférentiel.

Si le nu-propriétaire ne fait pas usage de son droit de préférence, l'usufruitier peut l'exercer. Les nouvelles actions qu'il acquiert avec ses propres fonds lui appartiennent en pleine propriété.

Il est tenu d'indemniser le nu-propriétaire pour la valeur de la nue-propriété du droit préférentiel.

Pour les actions gagées, le droit préférentiel appartient au propriétaire-gagiste.

Article 8. Appel de fonds

Les souscripteurs d'actions sont liés pour le montant total que leurs actions représentent dans le capital. L'engagement de libérer une action en totalité est inconditionnel et indivisible, nonobstant toute disposition contraire.

Si une part non libérée en indivision appartient à plusieurs personnes, chacune d'entre elles garantit solidairement le paiement de l'intégralité du montant de fonds appelés.

Si le capital n'est pas entièrement libéré, l'organe de direction décide de manière autonome de l'appel fonds, dans le respect de l'égalité de traitement. L'appel est signifié aux actionnaires par lettre recommandée (ou : par courrier ordinaire ou via l'adresse e-mail fournie par l'actionnaire), précisant un compte bancaire sur lequel le paiement doit être effectué par virement ou dépôt à l'exclusion de tout autre mode de paiement.

Tant que les versements régulièrement appelés et exigibles n'ont pas été effectués, l'exercice du droit de vote attaché aux actions sur lesquelles ces versements n'ont pas été effectués est suspendu.

L'actionnaire qui est en retard dans le paiement de ses dépôts après une mise en demeure d'un mois notifiée par lettre recommandée devra payer à la société un intérêt égal à l'intérêt légal à partir du jour de l'exigibilité du dépôt.

Si une deuxième mise en demeure reste également sans suite pendant un mois, l'organe de direction peut prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses actions, sans préjudice du droit de l'organe de direction de réclamer le solde restant dû et des dommages et intérêts. Le résultat net de la vente est imputé sur ce qui est dû à la société par l'actionnaire défaillant. Il assume ou apprécie respectivement la différence.

Les versements anticipés supplémentaires ou complets sur les actions ne peuvent être effectués qu'avec l'accord préalable de l'organe de direction.

Chapitre III. EFFETS

Article 9. Nature des actions

Toutes les actions sont enregistrées, elles ont un numéro de série. Elles sont inscrites dans un registre des actions nominatives tenu au siège social, que tout actionnaire peut consulter ; ce registre comporte les mentions prescrites par le Code des sociétés et associations.

Si la propriété d'une action est divisée en nue-propriété et en usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire sont inscrits séparément sur le registre des actions nominatives, en indiquant leurs droits respectifs.

Le registre des actions peut être tenu sous forme électronique.

Article 10. Nature des autres effets

Tous les titres autres que les actions sont enregistrés, ils ont un numéro de série.

Ils sont inscrits dans le registre des titres nominatifs de la catégorie à laquelle ils appartiennent ; ce registre comporte les mentions prescrites par le Code des sociétés et des associations. Tout détenteur de ces titres peut consulter le registre relatif à ses titres.

Si la propriété d'un titre est divisée en nue-propriété et en usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire sont inscrits séparément dans le registre des titres, en indiquant leurs droits respectifs.

Le registre des titres peut être tenu sous forme électronique.

Article 11. Indivisibilité des actions

Toutes les actions sont indivisibles.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Si une action appartient à plusieurs propriétaires, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits qui y sont attachés jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée pour agir en tant que propriétaire à l'égard de la société.

À défaut de disposition spéciale contraire dans les présents statuts, ou dans le testament ou la convention par laquelle l'usufruit a été constitué, en cas de démembrement de la propriété d'une action en usufruit et en nue-propriété, les droits qui y sont attachés sont exercés par l'usufruitier.

Si une action a été mise en gage, les droits qui lui sont attachés sont exercés par le propriétaire-gagiste.

Article 12. Transfert et transmission des actions

Le transfert des actions est gratuit.

Chapitre IV. GESTION - REPRÉSENTATION

Article 13. Composition de l'organe de direction

Selon le choix effectué, la société est gérée soit par un administrateur unique, soit par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs.

Lorsqu'il est constaté lors d'une assemblée générale des actionnaires que la société ne compte pas plus de deux (2) actionnaires, le conseil d'administration peut être composé de deux (2) membres jusqu'au jour de l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation, par tous moyens, qu'il y a plus de deux actionnaires.

Seule l'assemblée générale est habilitée à déterminer le nombre d'administrateurs.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale et forment un collège.

La durée de leur mission ne peut excéder six (6) ans.

Leur mission prend fin à l'issue de l'assemblée générale ou du conseil d'administration qui pourvoit à leur remplacement.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Les administrateurs sortants peuvent être reconduits dans leurs fonctions.

Si le siège d'un administrateur devient vacant, les administrateurs restants ont le droit de pourvoir provisoirement à cette vacance. La prochaine assemblée générale décidera de la nomination définitive. Le directeur nouvellement nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

Article 14. Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration/l'administrateur unique est autorisé à accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux pour lesquels seule l'assemblée générale des actionnaires est autorisée par la loi.

Article 15. Rémunération

L'assemblée générale peut décider de rémunérer ou non les fonctions des administrateurs par l'octroi d'une rémunération fixe ou variable.

Son montant est déterminé par l'assemblée générale et est imputé aux frais généraux de la société.

Article 16. Présidence

Le conseil d'administration peut élire un président parmi ses membres.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par un autre administrateur.

Le présent article ne s'applique pas lorsque l'organe de direction est composé d'un administrateur unique.

Article 17. Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou, en son absence, de chaque administrateur aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, ainsi que dans les quatorze jours d'une demande à cet effet par deux administrateurs au moins.

Le conseil est présidé par le président.

L'assemblée se tient au siège social de la société ou à tout autre endroit désigné dans l'avis de convocation. L'avis de convocation contient l'ordre du jour.

Le présent article ne s'applique pas si l'organe de direction est composé d'un administrateur unique.

Article 18. Prise de décision au sein du conseil d'administration/par un administrateur unique

§ 1. Conseil d'administration

Le conseil d'administration ne peut délibérer et prendre des décisions que sur les questions spécifiées dans l'ordre du jour et à condition que la moitié au moins de ses membres soient présents ou valablement représentés à la réunion.

Lorsque les points mentionnés dans l'ordre du jour concernent :

- la délégation du conseil d'administration et la représentation associée ;
- la désignation de délégués à ce conseil, le conseil d'administration ne peut valablement décider que lorsque tous les administrateurs sont présents.

En outre, après avoir déterminé que le quorum de présence requis décrit au premier paragraphe est atteint, les administrateurs qui ne sont pas physiquement présents à la réunion peuvent participer aux délibérations et aux votes par des moyens de télécommunication, tels que le téléphone ou la vidéoconférence, à condition que tous les participants à la réunion puissent communiquer directement avec tous les autres participants. Les administrateurs qui participent de cette manière aux délibérations et aux votes du conseil d'administration ne peuvent pas être pris en compte pour le calcul du quorum de présence ; toutefois, leurs votes sont pris en compte pour le calcul de la majorité des votes valablement exprimés. Le procès-verbal de la réunion indique clairement quels administrateurs ont participé à ces délibérations et votes.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et décider de questions non inscrites à l'ordre du jour que si tous les membres du conseil sont présents à la réunion et y consentent.

Cet accord est réputé acquis si le procès-verbal ne fait état d'aucune objection.

Tout administrateur peut, par procuration écrite, charger un de ses collègues de le représenter à une réunion déterminée du conseil d'administration et de voter pour lui et à sa place. Dans ce cas, le mandant est considéré comme présent.

Un administrateur ne peut représenter qu'un seul collègue membre du conseil d'administration.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage des voix, la voix de l'administrateur qui préside la réunion est prépondérante, sauf lorsque le conseil d'administration n'est composé que de deux membres.

Les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par accord écrit unanime des administrateurs.

§ 2. Administrateur unique

L'administrateur unique prend toutes les décisions.

Article 19. Procès-verbal du conseil d'administration

Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans un registre spécial et signées par le président et, en son absence, par l'administrateur qui préside la réunion et au moins la majorité des membres du conseil présents.

Les copies et extraits sont signés par deux administrateurs agissant conjointement.

Article 20. Gestion quotidienne

§ 1. Conseil d'administration

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion quotidienne ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs de ses membres, qui portent alors le titre d'administrateur délégué ou à un ou plusieurs directeurs.

Le conseil décide s'ils agissent seuls ou conjointement.

Les délégués à la gestion quotidienne peuvent accorder des procurations spéciales à tout agent dans le cadre de cette gestion.

Le conseil d'administration détermine les attributions et les rémunérations éventuelles des délégués à la gestion quotidienne. Il peut les licencier à tout moment.

§ 2. Administrateur unique

L'administrateur unique peut déléguer la gestion quotidienne ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs.

L'administrateur unique décide s'ils agissent seuls ou conjointement.

Les délégués à la gestion quotidienne peuvent accorder des procurations spéciales à tout agent dans le cadre de cette gestion.

L'administrateur unique détermine les attributions et les rémunérations éventuelles des délégués à la gestion quotidienne. Il peut les licencier à tout moment.

Article 21. Représentation de la société

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier le mode de représentation externe comme suit :

Dans le cas d'un conseil d'administration :

1. Sans préjudice du pouvoir général de représentation du conseil d'administration en tant que collège, la société est valablement engagée tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires soit par l'administrateur délégué, agissant seul, soit par deux administrateurs agissant conjointement.

2. La société est également valablement représentée tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires en ce qui concerne la gestion quotidienne par un ou plusieurs délégués à la gestion quotidienne, agissant seuls ou conjointement en exécution de la résolution de délégation du conseil d'administration.

3. Le conseil d'administration peut accorder des procurations spéciales à une ou plusieurs personnes. La société est valablement représentée par ces mandataires spéciaux dans les limites de leur procuration.

Dans le cas d'un administrateur unique :

1. Tous les actes qui engagent la société, tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires, sont valables lorsqu'ils sont signés par l'administrateur unique.

2. Dans les limites du conseil d'administration, la société est également valablement représentée tant dans les procédures judiciaires que dans les affaires extrajudiciaires par le ou les délégués de ce conseil agissant seuls.

3. L'administrateur unique peut accorder des procurations spéciales à une ou plusieurs personnes. La société est valablement représentée par ces mandataires spéciaux dans les limites de leur procuration.

Article 22. Rémunération des administrateurs

À chaque nomination, l'assemblée générale décide si et dans quelle mesure le mandat d'administrateur sera rémunéré par une rémunération fixe ou variable.

TITRE V. CONTRÔLE

Article 23. Commissaires

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à refléter dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs commissaires aux comptes si le Code des sociétés et associations impose cette obligation.

Les commissaires sont nommés et rémunérés conformément aux règles contenues dans le Code des sociétés et des associations.

Chapitre VI. Assemblée générale

Article 24. Organisation et convocation

L'assemblée générale ordinaire se tient annuellement le trente du mois de septembre à seize (16) heures. Si ce jour est un dimanche ou un jour férié, la réunion aura lieu le jour ouvrable suivant, qui n'est pas un samedi, à la même heure.

En outre, l'organe de direction et, le cas échéant, le commissaire aux comptes doivent convoquer une assemblée générale extraordinaire chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou à la demande d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiqueront leur demande et les points à l'ordre du jour. L'organe de direction ou, le cas échéant, le commissaire aux comptes convoquera l'assemblée générale dans les trois semaines suivant la demande.

Les assemblées générales ordinaires, spéciales et extraordinaires se tiennent au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les convocations à une assemblée générale indiquent l'ordre du jour.

Elles sont envoyées par e-mail au moins quinze jours avant l'assemblée générale aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux détenteurs d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la coopération de la société et aux commissaires. Aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'un e-mail, l'avis sera envoyé par courrier ordinaire le même jour que l'envoi des avis électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation, dans les limites imposées par la loi, et en tout état de cause, elle sera réputée avoir été dûment convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Tant le nu-propriétaire que l'usufruitier ont le droit d'assister à l'assemblée générale. Ils ont également le droit à l'information.

Article 25. Admission à l'assemblée générale

Pour être admis à l'assemblée générale et, pour les actionnaires, y exercer le droit de vote, un détenteur de titres doit remplir les conditions suivantes :

- le détenteur de titres nominatifs doit être inscrit en tant que tel dans le registre des titres nominatifs au titre de sa catégorie de titres ;
- le détenteur de titres dématérialisés doit être inscrit en tant que tel dans les comptes d'un teneur de compte reconnu ou de l'organisme de liquidation et doit avoir délivré ou fourni à la société un certificat établi par ce teneur de compte reconnu ou l'organisme de liquidation qui le prouve ;
- les droits attachés aux titres du titulaire ne peuvent être suspendus ; si seuls les droits de vote sont suspendus, il peut toujours participer à l'assemblée générale sans pouvoir voter.

Les titulaires d'actions sans droit de vote, de titres participatifs sans droit de vote, d'obligations convertibles, de droits de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société peuvent participer à l'assemblée générale avec un vote consultatif, sous réserve de remplir les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Article 26. Représentation à l'assemblée générale

Tout propriétaire de titres peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, à condition que toutes les conditions d'admission à l'assemblée énoncées à l'article précédent soient remplies.

Une procuration accordée reste valable pour chaque assemblée générale ultérieure dans la mesure où les mêmes points de l'ordre du jour y sont traités, sauf si la société est informée d'un transfert des actions concernées.

Article 27. Vote par correspondance

Dans la mesure où l'organe de direction a prévu cette option dans l'avis de convocation, chaque actionnaire a le droit de voter par correspondance.

Ce vote doit se faire au moyen d'un formulaire mis à la disposition des actionnaires par l'organe de direction, contenant les mentions suivantes :

- l'identité de l'actionnaire, sa signature et le lieu et la date de la signature
- le nombre d'actions avec lesquelles il participe au vote
- la preuve que les formalités d'admission à l'assemblée générale ont été accomplies
- l'ordre du jour de l'assemblée générale
- le vote de l'actionnaire sur chaque proposition : pour, contre ou abstention.

Pour être valables, les formulaires doivent être signifiés à l'organe de direction par courrier recommandé au moins cinq jours ouvrables avant l'assemblée générale.

Article 28. Composition du bureau

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration/administrateur unique, ou en son absence, par le vice-président ou en l'absence du vice-président, par un autre administrateur désigné par ses collègues.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes susmentionnées, l'assemblée est présidée par un actionnaire désigné par l'assemblée générale.

Le président désigne un secrétaire.

Le président désigne deux scrutateurs parmi les actionnaires présents, si leur nombre le justifie.

Article 29. Délibération

L'assemblée générale ne peut délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés dans l'ordre du jour, sauf si tous les actionnaires sont présents et décident à l'unanimité de délibérer sur de nouveaux points, ainsi que si des circonstances exceptionnelles inconnues au moment de la convocation de l'assemblée nécessitent l'adoption d'une résolution dans l'intérêt de la société.

Article 30. Assemblée générale écrite

1. Les actionnaires peuvent, dans les limites légales, adopter par écrit et à l'unanimité toutes les résolutions qui relèvent de la compétence de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être prises par acte authentique.

2. En ce qui concerne la date de l'assemblée annuelle, la date de la résolution signée par tous les actionnaires est considérée comme la date statutaire de l'assemblée annuelle, sous réserve de la preuve du contraire, à condition que la résolution écrite signée par tous les actionnaires soit parvenue à la société 20 jours avant la date statutaire. Si plusieurs exemplaires de la proposition de décision ont été envoyés, la date de réception du dernier exemplaire déterminera la date de la décision.

La résolution écrite, en plusieurs exemplaires ou non, est complétée par une déclaration, datée et signée par tous les administrateurs, selon laquelle la résolution signée par tous les actionnaires est arrivée au siège social de la société au plus tard 20 jours avant la date de l'assemblée générale annuelle prévue par les statuts et porte toutes les signatures requises.

Si la dernière décision écrite n'est pas parvenue au plus tard 20 jours avant le jour fixé par les statuts pour la tenue de l'assemblée annuelle, l'organe de direction doit convoquer l'assemblée générale.

L'envoi de la décision écrite au plus tard vingt (20) jours avant le jour fixé dans les statuts ne s'applique que dans la mesure où un commissaire aux comptes a été nommé dans la société. Si aucun commissaire aux

comptes n'a été désigné dans la société, la date de la résolution signée par tous les actionnaires est réputée être la date à laquelle la résolution est arrivée au siège social de la société.

3. En ce qui concerne la date de l'assemblée générale extraordinaire, la date de la résolution signée par tous les actionnaires est réputée être la date à laquelle la résolution est arrivée au siège social de la société, sauf preuve du contraire. Si plusieurs copies de la proposition de décision ont été envoyées, la date de réception de la dernière est déterminante.

La résolution écrite, contenue dans une ou plusieurs propositions approuvées, doit être complétée par une déclaration, datée et signée par tous les administrateurs, indiquant que la résolution signée par tous les actionnaires est arrivée au siège social de la société à la date indiquée dans cette déclaration et porte toutes les signatures requises.

La proposition de décision écrite envoyée doit indiquer clairement s'il est prévu que tous les points de l'ordre du jour doivent être approuvés dans leur ensemble afin de parvenir à une décision écrite valide, ou si l'approbation écrite est demandée pour chaque point de l'ordre du jour séparément.

4. La proposition de résolution écrite envoyée peut prévoir que l'approbation doit parvenir au siège de la société avant une date déterminée pour être considérée comme une résolution écrite valide. Si la décision écrite approuvée à l'unanimité, en un ou plusieurs exemplaires, n'est pas arrivée à temps avant cette date, les approbations signées perdront toute force juridique.

Les membres de l'organe de direction, le commissaire aux comptes et les détenteurs d'obligations convertibles, de droits de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société peuvent prendre connaissance de ces résolutions à leur demande.

Article 31. Assemblée générale électronique

1. Participation à l'assemblée générale à distance par voie électronique.

§ 1. Les actionnaires ainsi que les membres du bureau de l'assemblée générale, les administrateurs et, le cas échéant, le commissaire aux comptes peuvent participer à distance à l'assemblée générale au moyen d'un moyen de communication électronique fourni par la société. En ce qui concerne le respect des conditions de présence et de majorité, les personnes qui participent à l'assemblée générale de cette manière sont réputées présentes au lieu où se tient l'assemblée générale.

La capacité et l'identité de toute personne souhaitant participer à la réunion sont vérifiées et garanties de la manière prévue par le règlement intérieur établi par l'organe de direction. Ces règles déterminent également la manière dont il est établi qu'une personne participe à l'assemblée générale via les moyens de communication électroniques et peut donc être considérée comme présente.

Pour assurer la sécurité des moyens de communication électroniques, le règlement intérieur peut imposer des conditions à l'utilisation des moyens de communication électroniques.

Il appartient au bureau de l'assemblée générale de vérifier le respect des conditions prévues par la loi, les présents statuts et le règlement intérieur, et de déterminer si une personne participe valablement à l'assemblée générale par les moyens de communication électronique et peut donc être considérée comme présente.

§2. Les moyens de communication électroniques fournis par la société doivent au moins permettre à chaque participant de prendre directement, simultanément et sans interruption, connaissance des débats de l'assemblée et d'exercer son droit de vote pour tous les points sur lesquels l'assemblée est appelée à se prononcer.

Les moyens de communication électroniques doivent également permettre à chaque participant de prendre part aux délibérations et d'exercer son droit de poser des questions.

§3. La convocation de l'assemblée générale doit comporter une description claire et précise des procédures établies au §1 du règlement intérieur concernant la participation à distance. Si l'entreprise dispose d'un site web, les procédures à suivre doivent être rendues accessibles à tous sur ce site.

§ 4. Compte tenu des droits qui leur sont respectivement accordés, les paragraphes précédents s'appliquent également aux détenteurs d'obligations convertibles, de droits de souscription et de certificats émis avec le concours de la société.

2. Exercice du droit de vote par voie électronique avant l'assemblée générale (extension du vote par correspondance).

Tout actionnaire a la possibilité de voter à distance par voie électronique avant l'assemblée générale au moyen d'un dispositif de réunion électronique/numérique prévu à cet effet.

La qualité d'actionnaire et l'identité de la personne souhaitant voter à distance devant l'assemblée générale sont vérifiées et garanties de la manière prévue par le règlement intérieur établi par l'organe de direction.

Il appartient au bureau de l'assemblée générale de vérifier le respect des modalités visées aux alinéas précédents et d'établir la validité des votes émis à distance.

3. Exercice du droit de poser des questions écrites par voie électronique avant l'AG.

À partir de la notification de la convocation, les actionnaires peuvent soumettre des questions écrites aux administrateurs et au(x) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, auxquelles il sera répondu lors de l'assemblée, à condition que ces actionnaires respectent les formalités à remplir pour être admis à l'assemblée. Ces questions peuvent être adressées à la société par voie électronique à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation.

La société doit recevoir ces questions écrites au plus tard le 3ème jour avant le jour de l'assemblée générale.

4. Participation à distance à l'assemblée générale des obligataires par voie électronique.

Les obligataires peuvent participer à distance à l'assemblée générale des obligataires au moyen d'un moyen de communication électronique fourni par la société dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'assemblée générale des actionnaires.

Article 32. Droits de vote

1. Lors de l'assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales et statutaires concernant les actions sans droit de vote.

2. Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale.

Article 33. Ajournement de l'assemblée générale

Le conseil d'administration/l'administrateur unique peut, en cours de session, ajourner de trois semaines toute assemblée générale, qu'elle soit annuelle, extraordinaire ou spéciale, même si elle ne concerne pas les états financiers, à moins que l'assemblée ne soit convoquée à la demande d'un ou plusieurs actionnaires conformément aux dispositions légales.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, cette réunion n'affecte pas les autres décisions prises.

Tous les actionnaires, y compris ceux qui n'ont pas assisté à la première assemblée en personne ou par procuration, sont convoqués et admis à l'assemblée suivante, à condition qu'ils aient rempli les formalités d'admission.

Les procurations accordées pour la première réunion s'appliquent également à la deuxième réunion, sauf si elles sont révoquées.

La prochaine réunion délibérera sur le même ordre du jour et prendra les décisions finales.

Chapitre VI. Exercice financier - Comptes annuels - Affectation du résultat

Article 34. Exercice financier - Comptes annuels

L'exercice de l'entreprise commence le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Article 35. Affectation du résultat

Le bénéfice net annuel est déterminé conformément aux dispositions légales.

Sur ce bénéfice, cinq pour cent au moins sont affectés à la constitution de la réserve légale. Cette obligation cesse lorsque le fonds de réserve atteint un dixième du capital de l'entreprise.

L'obligation reprend en cas de prélèvement sur la réserve légale, jusqu'à ce que le fonds de réserve atteigne à nouveau le dixième du capital de la société.

L'affectation du solde des bénéfices est décidée par l'assemblée annuelle à la majorité simple, sur proposition du conseil d'administration.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'assemblée annuelle peut décider, sur proposition du conseil d'administration, que tout ou partie du solde des bénéfices sera affecté à la constitution de réserves ou de provisions ou sera reporté sur l'exercice suivant.

Article 36. Paiement de dividendes et d'acomptes sur dividendes

Les dividendes sont payés à la date et au lieu que le conseil d'administration peut désigner.

Un pouvoir est accordé au conseil d'administration pour décider, sous sa propre responsabilité et conformément aux dispositions légales, du paiement d'avances sur dividendes.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Article 37. Nomination des liquidateurs

Si la société est dissoute pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale.

Si plusieurs liquidateurs sont nommés, l'assemblée générale décide s'ils représentent la société seuls, conjointement ou en collège.

L'assemblée générale fixe la rémunération des liquidateurs.

À défaut de nomination par l'assemblée générale, la liquidation est effectuée par l'organe de direction alors en fonction, agissant, le cas échéant, en qualité de collège de liquidateurs.

Article 38. Pouvoirs des liquidateurs

Les liquidateurs sont autorisés à effectuer toutes les opérations mentionnées dans la loi, sauf si l'assemblée générale en décide autrement, à la majorité simple des voix.

Article 39. Mode de liquidation

Après avoir apuré toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après avoir consigné les fonds nécessaires pour y faire face, les liquidateurs distribuent l'actif net, en espèces ou en titres, aux actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les biens restant en nature sont répartis de la même manière.

Si toutes les actions n'ont pas été libérées dans la même mesure, les liquidateurs doivent, avant de procéder à la distribution, rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité, soit en demandant des versements complémentaires sur les actions sur lesquelles les versements ont été insuffisants, soit en effectuant des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Chapitre I Dispositions diverses

Article 40. Litiges

Pour tous les litiges relatifs aux affaires de la société entre la société et ses actionnaires, ses administrateurs, ses directeurs généraux, ses représentants permanents, ses directeurs, ses anciens administrateurs, ses anciens directeurs généraux, ses anciens représentants permanents, ses anciens administrateurs et ou liquidateurs, ainsi que pour tous les litiges entre les personnes susmentionnées, les

tribunaux du siège social de la société seront exclusivement compétents, sauf si la société y renonce expressément.

Article 41. Élection de domicile

Tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur qui n'est pas domicilié en Belgique est tenu d'élire domicile en Belgique pour l'exécution des statuts et toutes les relations avec la société, faute de quoi il est réputé avoir élu domicile au siège social de la société, où tous avis, convocations judiciaires, assignations ou significations peuvent valablement lui être faits.

Article 42. Applicabilité du Code des sociétés et associations

Les dispositions du Code des sociétés et associations, auxquelles il n'aurait pas été valablement dérogé, sont réputées avoir été inscrites dans le présent acte, et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code sont réputées ne pas avoir été rédigées.

Dixième décision - procuration pour la coordination des statuts.

L'assemblée générale décide de charger le notaire soussigné de préparer et de signer la coordination des statuts, conformément à la résolution précédente, et de faire en sorte qu'ils soient déposés dans le dossier de la société.

Onzième décision - mandat à l'administrateur.

L'assemblée donne à l'unanimité un mandat spécial à l'administrateur pour exécuter les décisions qui précèdent.

Douzième décision - procuration administrative.

L'assemblée générale donne, pour autant que de besoin, procuration spéciale à M. De Kocker Koen, précité, et à ses mandataires et mandataires, chacun séparément et avec droit de substitution, pour signer tous les documents et accomplir toutes les formalités nécessaires à l'administration de la TVA et aux fins d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises.

À cet effet, le mandataire ad hoc a le pouvoir de prendre tous les engagements au nom de la société, de faire toutes les déclarations utiles et de signer tous les documents et, en général, de faire tout ce qui est utile et nécessaire à l'exécution du mandat qui lui est confié.

VOTE

Toutes les décisions précédentes ont été prises à l'unanimité.

Compte tenu du transfert du siège social en Région flamande, les statuts sont désormais rédigés en néerlandais, et sont reproduits textuellement ci-dessous

"STATUTEN

TITEL I. Rechtsvorm – Naam – Zetel – Voorwerp - Duur

Artikel 1: Naam en rechtsvorm

De vennootschap heeft de rechtsvorm van een naamloze vennootschap.

Zij draagt de naam "ADEC SPORT".

Artikel 2. Zetel

De zetel is gevestigd in het Vlaams Gewest.

Hij kan worden overgebracht naar om het even welke plaats in het tweetalig gebied Brussel Hoofdstad of in het Nederlands taalgebied, door eenvoudige beslissing van het bestuursorgaan, die alle machten heeft teneinde op authentieke wijze de eventuele statutenwijziging die eruit voortvloeit, te doen vaststellen, zonder dat dit aanleiding mag geven tot een wijziging van de taal van de statuten.

De vennootschap mag ook, bij enkel besluit van het bestuursorgaan, administratieve zetels, agentschappen, ateliers, opslagplaatsen en bijhuizen oprichten of opheffen wanneer en waar zij het nodig acht, zowel in België als in het buitenland.

De vennootschap mag, bij enkel besluit van het bestuursorgaan, exploitatiezetels oprichten of opheffen wanneer en waar zij het nodig acht, voor zover dit geen wijziging veroorzaakt inzake het op de vennootschap toepasselijke taalregime.

Artikel 3. Voorwerp

De vennootschap heeft tot voorwerp in België en in het buitenland, in eigen naam of in naam van derden, voor eigen rekening of voor rekening van derden:

Specifieke activiteiten

- groot- en kleinhandel in, handelstussenpersonen in, koop, verkoop, invoer, uitvoer, vertegenwoordiging, distributie, marketing, promotie, vervaardiging, verwerking, behandeling, onderhoud en reparatie van alle machines, gereedschappen, materialen, meubilair en uitrusting en in het bijzonder alle sport-, ontspannings-, recreatie- en andere apparaten en uitrusting, zoals, maar niet beperkt tot gymnastiektoestellen en -producten, sportproducten, toestellen voor binnen- en buitensportactiviteiten, tribunes, scoreborden, sportvloeren, decoratie- en reclameartikelen, sportkleding, sportkledingtoebehoren, sportschoenen en alle andere goederen, attributen, artikelen, producten en aanverwante artikelen die er direct of indirect verband mee houden;

- de exploitatie en ontwikkeling van sporthallen, gymzalen en alle andere soorten sport- en evenementenvoorzieningen;

- de vervaardiging, de installatie, het onderhoud en de reparatie van alle gymnastiek- en sporttoestellen, spel- en sporttoestellen, ontspannings- en recreatiemateriaal, tribunes, scoreborden, scheidingswanden, houten en metalen meubelen, schrijn- en timmerwerk en metaalwerk voor gebouwen, sport-, recreatie- en industriële vloeren, behang en wandbekleding voor gebruik binnens- en buitenshuis, vervaardigd van hout,

asfalt of synthetische/natuurlijke producten, alsmede alle activiteiten die hier direct of indirect verband mee houden;

- het verwerven, vervreemden, inrichten, ter beschikking stellen, verhuren en verpachten van ruimten van allerlei aard, zalen en terreinen waar voornoemde activiteiten kunnen plaatsvinden of worden uitgeoefend, met inbegrip van het beheer en de exploitatie van polyvalente centra en sport- of evenementenvoorzieningen die geschikt zijn voor de uitoefening van voornoemde activiteiten.

In verband met het bovenstaande treedt de vennootschap op voor eigen rekening, in opdracht, als tussenpersoon of als vertegenwoordiger.

Algemene activiteiten

- de verwerving voor eigen rekening van eender welke titels, rechten of roerende waarden door middel van participatie, inbreng, onderschrijving, intekening, plaatsing, waarborg, koop, aankoopoptie, verhandeling, of op iedere andere wijze;

- het toestaan en aangaan van leningen en kredietopeningen aan vennootschappen of particulieren;

- het financieren van aan- en verkooptransacties al dan niet op termijn, van alle roerende en onroerende goederen, alsmede alle commerciële en financiële verhandeling die rechtstreeks of onrechtstreeks bij dit voorwerp aansluiten;

- onderneming in onroerende goederen, welke onder meer omvat: de verwerving, de vervreemding, de inleasinggeving, het beheer, de uitbating, de valorisatie, de verkaveling, de ordening, het huren en verhuren, het doen bouwen en het verbouwen van onroerende goederen;

- de aan- en verkoop, huur en verhuur van zonnepanelen, batterijen, laadpalen en de hierdoor gegenereerde energie;

- het ontwikkelen, kopen, verkopen, in licentie nemen of geven van octrooien, knowhow en aanverwante immateriële duurzame activa;

- het verlenen aan de ondernemingen waarin zij deelneemt en aan derden, al dan niet bezoldigd, van alle bijstand, hetzij technisch, industrieel, commercieel of administratief, hetzij op het vlak van algemeen beheer of financieel;

- het voeren van het dagelijks management van vennootschappen;

- het verhuren of huren, de aan- en verkoop van roerende goederen;

De vennootschap kan overgaan tot alle verrichtingen, alsmede financiële en onroerende verrichtingen, die van oord zijn de verwezenlijking van haar voorwerp rechtstreeks of onrechtstreeks te bevorderen, dit zowel in België als in het buitenland.

Zij zal door alle middelen mogen samenwerken met of deelnemen aan alle ondernemingen of vennootschappen in België of in het buitenland, die eenzelfde, gelijkaardig of aanverwant voorwerp nastreven, of die van aard zijn het voorwerp te bevorderen.

De vennootschap kan zowel tot waarborg van eigen verbintenissen als tot waarborg van verbintenissen van derden borg stellen, onder meer door haar goederen in hypotheek of in pand te geven, inclusief de eigen handelszaak.

De vennootschap kan eveneens optreden als bestuurder, volmachtdrager, mandataris of vereffenaar in andere vennootschappen of ondernemingen.

Artikel 4. Duur

De vennootschap is opgericht voor een onbepaalde duur.

TITEL II. KAPITAAL – INBRENG - AANDELEN

Artikel 5. Kapitaal

Het kapitaal van de vennootschap bedraagt tweehonderdvijfenzestigduizend euro (€ 265.000,00).

Het kapitaal is volledig en onvoorwaardelijk geplaatst en volgestort.

Het wordt vertegenwoordigd door honderd (100) aandelen, zonder aanduiding van de nominale waarde.

Artikel 6. Verhoging en vermindering van het kapitaal

Het kapitaal mag worden verhoogd of verlaagd door een besluit van de algemene vergadering die beraadslaagt volgens de regels gesteld voor de wijziging van de statuten.

Indien het eigendomsrecht van een aandeel opgesplitst is in blote eigendom en vruchtgebruik, en worden reserves omgezet in kapitaal, met toekenning van nieuwe aandelen, dan komen die nieuwe aandelen voor de blote eigendom toe aan de blote eigenaar en voor het vruchtgebruik aan de vruchtgebruiker, behoudens andere overeenkomst tussen blote eigenaar en vruchtgebruiker.

Indien het eigendomsrecht van een aandeel opgesplitst is in blote eigendom en vruchtgebruik, en wordt het kapitaal verminderd door terugbetaling aan de aandeelhouders, dan komen de uitgekeerde bedragen toe aan de blote eigenaar, op last deze te plaatsen met het oog op de uitoefening van het vruchtgebruik door de vruchtgebruiker, behoudens andere overeenkomst tussen blote eigenaar en vruchtgebruiker.

Artikel 7. Voorkeurrecht op inschrijving van het kapitaal in geld

Bij kapitaalverhoging, uitgifte van converteerbare obligaties of van inschrijvingsrechten moeten de aandelen waarop in geld wordt ingeschreven, de converteerbare obligaties of de inschrijvingsrechten eerst aangeboden worden aan de aandeelhouders, naar evenredigheid van het deel van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd.

Zij kunnen hun recht van voorkeur uitoefenen gedurende een termijn van tenminste vijftien dagen te rekenen van de dag van de openstelling van de intekening.

De opening van de intekening met voorkeurrecht en het tijdvak waarin dat recht kan worden uitgeoefend, worden bepaald door het orgaan dat overgaat tot de uitgifte en worden ter kennis gebracht van de

effectenhouders per e-mail of, voor de personen waarvan de vennootschap niet over een e-mailadres beschikt, per gewone post, op dezelfde dag te verzenden als de communicaties per e-mail.

Indien bij toepassing van het voorgaande de kapitaalverhoging, de uitgifte van converteerbare obligaties of van inschrijvingsrechten niet volledig geplaatst is, kunnen de aandeelhouders die hun voorkeurrecht volledig hebben uitgeoefend opnieuw bij voorkeur inschrijven op het gedeelte van de kapitaalverhoging of de uitgifte dat nog niet is geplaatst, naar evenredigheid van hun respectievelijke rechten, en zulks tot de kapitaalverhoging of de uitgifte volledig geplaatst is of tot geen enkele aandeelhouder nog van deze mogelijkheid gebruik maakt.

Indien de kapitaalverhoging of de uitgifte niet volledig werd geplaatst ingevolge het voorgaande, kan het bestuursorgaan, tegen de voorwaarden die hij bepaalt, met derden overeenkomsten aangaan teneinde de volledige plaatsing van de kapitaalverhoging of van de uitgifte te verzekeren.

Voor aandelen bezwaard met vruchtgebruik komt het voorkeurrecht toe aan de blote eigenaar, tenzij tussen de blote eigenaar en vruchtgebruiker anders overeengekomen. De nieuwe aandelen, de converteerbare obligaties of de inschrijvingsrechten die deze met eigen middelen verkrijgt, behoren hem in volle eigendom toe.

Hij is ertoe gehouden de vruchtgebruiker te vergoeden voor de waarde van het vruchtgebruik op het voorkeurrecht.

Laat de blote eigenaar het recht van voorkeur onbenut, dan kan de vruchtgebruiker het uitoefenen. De nieuwe aandelen die deze met eigen middelen verkrijgt, behoren hem in volle eigendom toe.

Hij is ertoe gehouden de blote eigenaar te vergoeden voor de waarde van de blote eigendom van het voorkeurrecht.

Voor in pand gegeven aandelen komt het voorkeurrecht toe aan de eigenaar-pandgever.

Artikel 8. Opvraging van stortingen

De inschrijvers op aandelen zijn verbonden voor het totale bedrag dat hun aandelen vertegenwoordigen in het kapitaal. De verbintenis tot volstorting van een aandeel is onvoorwaardelijk en ondeelbaar, niettegenstaande elke hiermee strijdige bepaling.

Indien een niet-volgestort aandeel in onverdeeldheid toebehoort aan verscheidene personen, staat ieder van hen solidair in voor de betaling van het gehele bedrag van de opgevraagde opeisbare stortingen.

Indien het kapitaal niet is volgestort, beslist het bestuursorgaan zelfstandig over de opvraging van stortingen, mits gelijke behandeling. De opvraging wordt betekend aan de aandeelhouders bij aangetekend brief (of: bij gewone brief of via het door de aandeelhouder opgegeven e-mailadres), met opgave van een bankrekening waarop de betaling door overschrijving of storting dient te gebeuren bij uitsluiting van elke andere wijze van betaling.

Zolang de behoorlijk opgevraagde en opeisbare stortingen niet gedaan zijn, wordt de uitoefening van het stemrecht verbonden aan de aandelen waarop die stortingen niet zijn geschied, geschorst.

De aandeelhouder die na een aanmaning van één maand, betekend bij aangetekend schrijven, achterstaat met zijn stortingen, zal aan de vennootschap een interest moeten betalen, gelijk aan de wettelijke interest, te rekenen vanaf de dag van de eisbaarheid van de storting.

Indien ook aan een tweede verwittiging geen gevolg wordt gegeven gedurende een maand, kan het bestuursorgaan de ontzetting van de aandeelhouder uitspreken en zijn aandelen doen verkopen, zonder afbreuk te doen aan het recht van het bestuursorgaan om het nog verschuldigd blijvend saldo en schadevergoeding te eisen. Het nettoresultaat van de verkoop wordt aangerekend op wat de in gebreke blijvende aandeelhouder aan de vennootschap verschuldigd is. Hij zal respectievelijk instaan voor of genieten van het verschil.

Vervroegde bijstortingen of volstortingen op aandelen kunnen enkel worden gedaan dan na voorafgaande instemming van het bestuursorgaan.

TITEL III. EFFECTEN

Artikel 9. Aard van de aandelen

Alle aandelen zijn op naam, zij zijn voorzien van een volgnummer.

Zij worden ingeschreven in een register van aandelen op naam dat op de vennootschapszetel wordt bijgehouden en waarvan iedere aandeelhouder kennis kan nemen; dit register omvat de vermeldingen die zijn voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Indien het eigendomsrecht van een aandeel opgesplitst is in blote eigendom en vruchtgebruik, dan worden de vruchtgebruiker en de blote eigenaar afzonderlijk ingeschreven in het register van aandelen op naam, met vermelding van hun respectievelijke rechten.

Het aandelenregister kan worden gehouden in elektronische vorm.

Artikel 10. Aard van de andere effecten

Alle andere effecten dan aandelen zijn op naam, zij zijn voorzien van een volgnummer.

Zij worden ingeschreven in het register van effecten op naam van de categorie waartoe zij behoren; dit register omvat de vermeldingen die zijn voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Iedere titularis van dergelijke effecten mag kennis nemen van het register betreffende zijn effecten.

Indien het eigendomsrecht van een effect opgesplitst is in blote eigendom en vruchtgebruik, dan worden de vruchtgebruiker en de blote eigenaar afzonderlijk ingeschreven in het effectenregister, met vermelding van hun respectievelijke rechten.

Het effectenregister kan worden gehouden in elektronische vorm.

Artikel 11. Ondeelbaarheid van de aandelen

Alle aandelen zijn ondeelbaar.

De vennootschap erkent slechts één eigenaar per aandeel.

Indien een aandeel aan verscheidene eigenaars toebehoort, dan heeft de vennootschap het recht de uitoefening van de eraan verbonden rechten te schorsen totdat één enkele persoon aangewezen is om ten aanzien van de vennootschap als eigenaar op te treden.

Behoudens andersluidende bijzondere bepaling in deze statuten, of in het testament of de overeenkomst waarbij het vruchtgebruik is tot stand gekomen, worden in geval van splitsing van het eigendomsrecht van een aandeel in vruchtgebruik en blote eigendom, de eraan verbonden rechten uitgeoefend door de vruchtgebruiker.

Indien een aandeel in pand werd gegeven, dan worden de eraan verbonden rechten uitgeoefend door de eigenaar-pandgever.

Artikel 12. Overdracht en overgang van aandelen

De overdracht van aandelen is vrij.

TITEL IV. BESTUUR – VERTEGENWOORDIGING

Artikel 13. Samenstelling van het bestuursorgaan

Naargelang de gemaakt keuze, wordt de vennootschap bestuurd door ofwel een enige bestuurder ofwel door een raad van bestuur, samengesteld uit tenminste drie (3) bestuurders.

Wanneer op een algemene vergadering van aandeelhouders is vastgesteld dat de vennootschap niet meer dan twee (2) aandeelhouders heeft, mag de raad van bestuur uit twee (2) leden bestaan tot de dag van de gewone algemene vergadering die volgt op de vaststelling, door alle middelen, dat er meer dan twee aandeelhouders zijn.

Alleen de algemene vergadering is bevoegd om het aantal bestuurders te bepalen.

De bestuurders worden benoemd door de algemene vergadering en vormen een college.

De duur van hun opdracht mag zes (6) jaren niet overschrijden.

Hun opdracht eindigt bij de sluiting van de algemene vergadering of de raad van bestuur die in hun vervanging voorziet.

De bestuurders kunnen te allen tijde door de algemene vergadering worden ontslagen.

Uittredende bestuurders zijn herbenoembaar.

Wanneer een plaats van bestuurder openvalt hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien. De eerstvolgende algemene vergadering beslist over de definitieve benoeming. De nieuw benoemde bestuurder doet de tijd uit van degene die hij vervangt.

Artikel 14. Bevoegdheden van de raad van bestuur

De raad van bestuur/enige bestuurder is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het voorwerp van de vennootschap, behoudens die waarvoor volgens de wet alleen de algemene vergadering van de aandeelhouders bevoegd is.

Artikel 15. Vergoedingen

De algemene vergadering kan beslissen over het al dan niet vergoeden van de opdracht van bestuurder door het toekennen van een vaste of variabele bezoldiging.

Het bedrag ervan wordt door de algemene vergadering vastgesteld en komt ten laste van de algemene kosten van de vennootschap.

Artikel 16. Voorzitterschap

De raad van bestuur kan onder zijn leden een voorzitter kiezen.

Indien de voorzitter belet is wordt hij vervangen door een ander bestuurder.

Dit artikel is niet van toepassing wanneer het bestuursorgaan is samengesteld uit een enige bestuurder.

Artikel 17. Vergadering van de raad van bestuur

De raad van bestuur vergadert na oproeping door de voorzitter of bij diens ontstentenis van ieder bestuurder zo dikwijls als het belang van de vennootschap het vereist, alsook binnen veertien dagen na een daartoe strekkend verzoek van ten minste twee bestuurders.

De raad wordt voorgezeten door de voorzitter.

De vergadering wordt gehouden in de zetel van de vennootschap of in enige andere plaats aangewezen in het oproepingsbericht. Het oproepingsbericht bevat de agenda.

Dit artikel is niet van toepassing indien het bestuursorgaan bestaat uit een enige bestuurder.

Artikel 18. Besluitvorming in de raad van bestuur/enige bestuurder

§ 1. Raad van Bestuur

De raad van bestuur kan slechts beraadslagen en besluiten omtrent aangelegenheden die op de agenda vermeld zijn en slechts op voorwaarde dat tenminste de helft van zijn leden aanwezig of geldig vertegenwoordigd is op de vergadering.

Wanneer de punten vermeld in de agenda betrekking hebben op:

- de delegatie van het dagelijks bestuur en de eraan verbonden vertegenwoordiging;
- de benoeming van gedelegeerden tot dit bestuur, kan de raad van bestuur slechts rechtsgeldig besluiten wanneer alle bestuurders aanwezig zijn.

Bovendien kunnen, na vaststelling dat voldaan is aan de aanwezigheidsquorumvereiste beschreven in het eerste lid, de niet fysisch ter zitting aanwezige bestuurders aan de beraadslagingen en stemmingen deelnemen met behulp van telecommunicatiemiddelen, zoals een telefoon- of videoconferentie, op voorwaarde dat alle deelnemers aan de vergadering rechtstreeks kunnen communiceren met alle andere deelnemers. De bestuurders die op deze wijze deelnemen aan de beraadslagingen en stemmingen van de raad van bestuur kunnen niet in aanmerking worden genomen voor het berekenen van het aanwezigheidsquorum; hun stemmen worden wel mee in rekening genomen voor de berekening van de

meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen. De notulen van de vergadering vermelden duidelijk welke bestuurders op dergelijke wijze aan de beraadslagingen en stemmingen hebben deelgenomen.

Over de aangelegenheden die niet op de agenda vermeld zijn kan de raad van bestuur slechts rechtsgeldig beraadslagen en besluiten wanneer alle leden van de raad van bestuur op de vergadering aanwezig zijn en ermee instemmen.

Dit akkoord wordt geacht te zijn gegeven, wanneer blijkens de notulen geen bezwaar is gemaakt.

Ieder bestuurder kan bij schriftelijke volmacht aan één van zijn collega's opdracht geven om hem te vertegenwoordigen op een welbepaalde vergadering van de raad van bestuur en om voor hem en in zijn plaats te stemmen. De opdrachtgever wordt in deze omstandigheden als aanwezige aangerekend.

Een bestuurder kan slechts één medelid van de raad vertegenwoordigen.

De besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij gewone meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen heeft de bestuurder die de vergadering voorziet, beslissende stem, behoudens wanneer de raad van bestuur uit slechts twee leden is samengesteld.

De besluiten van de raad van bestuur kunnen worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

§ 2. Enige bestuurder

De enige bestuurder neemt alle beslissingen.

Artikel 19. Notulen van de raad van bestuur

Van besluiten van de raad van bestuur worden notulen gehouden, die worden ingebonden in een bijzonder register en ondertekend door de voorzitter en bij diens ontstentenis door de bestuurder die de vergadering voorziet, en minstens de meerderheid van de aanwezige leden van de raad.

Afschriften en uittreksels worden ondertekend door twee gezamenlijk handelende bestuurders.

Artikel 20. Dagelijks bestuur

§ 1. Raad van Bestuur

De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur, alsook de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dat bestuur aangaat, opdragen aan één of meer van zijn leden, die dan de titel dragen van gedelegeerd bestuurder of aan één of meer directeurs.

De raad van bestuur bepaalt of zij alleen, dan wel gezamenlijk optreden.

De gedelegeerden voor het dagelijks bestuur kunnen in het kader van dat bestuur bijzondere volmachten verlenen aan iedere lasthebber.

De raad van bestuur stelt de eventuele toekenningen en verloning vast voor de gedelegeerden tot het dagelijks bestuur. Hij kan hen op elk ogenblik ontslaan.

§ 2. Enige bestuurder

De enige bestuurder kan het dagelijks bestuur, alsook de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dat bestuur aangaat, opdragen aan één of meer directeurs.

De enige bestuurder bepaalt of zij alleen, dan wel gezamenlijk optreden.

De gedelegeerden voor het dagelijks bestuur kunnen in het kader van dat bestuur bijzondere volmachten verlenen aan iedere lasthebber.

De enige bestuurder stelt de eventuele toekenningen en verloning vast voor de gedelegeerden tot het dagelijks bestuur. Hij kan hen op elk ogenblik ontslaan.

Artikel 21. Vertegenwoordiging van de vennootschap

De vergadering beslist unaniem de wijze van externe vertegenwoordiging te wijzigen als volgt:

In geval van een raad van bestuur:

1. Onverminderd de algemene vertegenwoordigingsmacht van de raad van bestuur als college, wordt de vennootschap in en buiten rechte rechtsgeldig verbonden hetzij de gedelegeerd bestuurder, alleen optredend, hetzij door twee gezamenlijk handelende bestuurders.

2. De vennootschap wordt eveneens in en buiten rechte rechtsgeldig vertegenwoordigd wat het dagelijks bestuur aangaat door één of meerdere gedelegeerden tot het dagelijks bestuur, die alleen of gezamenlijk handelen in uitvoering van het delegatiebesluit van de raad van bestuur.

3. De raad van bestuur mag bijzondere volmachten verlenen aan één of meer personen. De vennootschap wordt geldig vertegenwoordigd door deze bijzondere volmachtdragers binnen de grenzen van hun volmacht.

In geval van een enige bestuurder:

1. Alle akten die de vennootschap verbinden, in en buiten rechte, zijn geldig wanneer zij ondertekend worden door de enige bestuurder.

2. Binnen de grenzen van het dagelijks bestuur wordt de vennootschap ook in en buiten rechte geldig vertegenwoordigd door de gedelegeerde of gedelegeerden voor dit bestuur die alleen handelen.

3. De enige bestuurder mag bijzondere volmachten verlenen aan één of meer personen. De vennootschap wordt geldig vertegenwoordigd door deze bijzondere volmachtdragers binnen de grenzen van hun volmacht.

Artikel 22. Vergoeding van de bestuurders

De algemene vergadering beslist bij elke benoeming of en in welke mate het mandaat van bestuurder zal bezoldigd zijn met een vaste of variabele vergoeding.

TITEL V. CONTROLE

Artikel 23. Commissarissen

De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt aan één of meer commissarissen opgedragen indien het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen deze verplichting oplegt.

De commissarissen worden benoemd en bezoldigd volgens de regels vervat in het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

TITEL VI. ALGEMENE VERGADERING

Artikel 24. Organisatie en bijeenroeping

De gewone algemene vergadering wordt jaarlijks gehouden op de dertigste van de maand september om zestien (16) uur. Indien die dag een zondag of een wettelijke feestdag is, heeft de vergadering plaats op de eerstvolgende werkdag, die geen zaterdag is, op hetzelfde uur.

Bovendien moet het bestuursorgaan en, in voorkomend geval, de commissaris een buitengewone algemene vergadering bijeenroepen telkenmale het belang van de vennootschap het vereist of op aanvraag der aandeelhouders die minstens één tiende van het kapitaal vertegenwoordigen. In dit laatste geval, zullen de aandeelhouders hun verzoek en de agendapunten aangeven. Het bestuursorgaan of, in voorkomend geval, de commissaris zal de algemene vergadering bijeenroepen binnen drie weken na de aanvraag.

De gewone, bijzondere en buitengewone algemene vergaderingen worden gehouden in de zetel van de vennootschap of op elke andere plaats vermeld in de oproeping.

De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda.

Ze worden tenminste vijftien dagen voor de algemene vergadering verstuurd per e-mail gericht aan de aandeelhouders, aan de bestuurders en, in voorkomend geval, aan de houders van converteerbare obligaties op naam, van inschrijvingsrechten op naam of met medewerking van de vennootschap uitgegeven certificaten op naam en aan de commissarissen. Aan de personen voor wie de vennootschap niet over een e-mail adres beschikt, wordt de oproeping verstuurd bij gewone post, op dezelfde dag als de verzending van de elektronische oproepingen.

Eenieder kan verzaken aan de oproeping, binnen de beperkingen opgelegd door de wet, en zal in ieder geval geacht worden regelmatig te zijn opgeroepen indien hij aanwezig of vertegenwoordigd is op de vergadering.

Zowel de blote eigenaar als de vruchtgebruiker hebben het recht de algemene vergadering bij te wonen. Zij hebben bovendien het recht op informatie.

Artikel 25. Toelating tot de algemene vergadering

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering en, voor de aandeelhouders, om er het stemrecht uit te oefenen, dient een effectenhouder te voldoen aan de volgende voorwaarden:

- de houder van effecten op naam moet als zodanig ingeschreven zijn in het register van de effecten op naam met betrekking tot zijn categorie van effecten;
- de houder van gedematerialiseerde effecten moet als zodanig zijn ingeschreven op de rekeningen van een erkende rekeninghouder of van de vereffeningsinstelling en dient een attest opgesteld door deze erkende rekeninghouder of de vereffeningsinstelling te hebben bezorgd of te bezorgen aan de vennootschap waaruit dit blijkt;
- de rechten verbonden aan de effecten van de effectenhouder mogen niet geschorst zijn; indien enkel de stemrechten geschorst zijn, mag hij nog steeds deelnemen aan de algemene vergadering zonder te kunnen deelnemen aan de stemming.

De houders van aandelen zonder stemrecht, winstbewijzen zonder stemrecht, converteerbare obligaties, inschrijvingsrechten of certificaten die met medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, mogen deelnemen aan de algemene vergadering met raadgevende stem, mits vervulling van de voorwaarden bepaald in de vorige alinea.

Artikel 26. Vertegenwoordiging op de algemene vergadering

Elke eigenaar van effecten kan zich laten vertegenwoordigen op de algemene vergadering door een gevolmachtigde op voorwaarde dat alle in het vorige artikel bepaalde vereisten voor toelating tot de vergadering zijn vervuld.

Een verleende volmacht blijft geldig voor elke volgende algemene vergadering in de mate waarin daarop dezelfde agendapunten worden behandeld, tenzij de vennootschap op de hoogte wordt gesteld van een overdracht van de betrokken aandelen.

Artikel 27. Stemming per brief

In de mate dat het bestuursorgaan deze mogelijkheid heeft voorzien in de oproeping, heeft iedere aandeelhouder het recht om per brief te stemmen.

Deze stemming dient te gebeuren bij middel van een formulier dat door het bestuursorgaan ter beschikking van de aandeelhouders wordt gesteld en dat de volgende vermeldingen bevat:

- de identiteit van de aandeelhouder, zijn handtekening en de plaats en datum van ondertekening
- het aantal aandelen waarmee hij aan stemming deelneemt
- het bewijs dat de formaliteiten voor toelating tot de algemene vergadering werden nageleefd
- de agenda van de algemene vergadering
- de stemwijze van de aandeelhouder omtrent elk voorstel: voor, tegen of onthouding.

Om geldig te zijn moeten de formulieren ten laatste vijf werkdagen vóór de algemene vergadering worden betekend aan het bestuursorgaan bij aangetekend schrijven.

Artikel 28. Samenstelling van het bureau

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur/enige bestuurder, of bij diens ontstentenis, door de ondervoorzitter of bij gebrek aan ondervoorzitter, door een andere bestuurder aangewezen door zijn collega's.

In geval van afwezigheid of verhindering van de voormelde personen, wordt de vergadering voorgezeten door een aandeelhouder aangewezen door de algemene vergadering.

De voorzitter duidt een secretaris aan.

De voorzitter duidt twee stemopnemers aan onder de aanwezige aandeelhouders, indien hun aantal dit verantwoord.

Artikel 29. Beraadslaging

De algemene vergadering kan niet beraadslagen over onderwerpen die niet in de agenda vermeld zijn, behoudens indien alle aandeelhouders aanwezig zijn en met eenparigheid van stemmen besluiten om over nieuwe punten te beraadslagen, alsook indien uitzonderlijke omstandigheden die nog onbekend waren op het ogenblik van de bijeenroeping vereisen dat een besluit wordt genomen in het belang van de vennootschap.

Artikel 30. Schriftelijke algemene vergadering

1. De aandeelhouders kunnen, binnen de wettelijke grenzen, eenparig en schriftelijk alle besluiten nemen die tot de bevoegdheid van de algemene vergadering behoren, met uitzondering van diegene die bij authentieke akte moeten worden verleden.

2. Wat de datering van de jaarvergadering betreft, wordt de datum van het door alle aandeelhouders ondertekende besluit geacht de statutaire datum te zijn van de jaarvergadering, behoudens bewijs van het tegendeel op voorwaarde dat het door alle aandeelhouders ondertekende schriftelijke besluit 20 dagen voor de statutaire datum, de vennootschap heeft bereikt. Indien er meerdere exemplaren van voorstel van besluit werden verstuurd, is de datum van ontvangst van het laatste bepalend voor de datum van het besluit.

Het schriftelijke besluit, al of niet in meerdere exemplaren, wordt aangevuld met een gedateerde en door alle bestuurders ondertekende verklaring dat het door alle aandeelhouders ondertekende besluit ten laatste 20 dagen voor de datum van de algemene statutaire jaarvergadering op de zetel van de vennootschap is toegekomen en alle vereiste handtekeningen draagt.

Indien de laatste schriftelijke beslissing niet is toegekomen uiterlijk binnen 20 dagen voor de statutair bepaalde dag voor het houden van de jaarvergadering, dan moet het bestuursorgaan de algemene vergadering bijeenroepen.

Het toekomen van de schriftelijke beslissing uiterlijk binnen twintig (20) dagen voor de statutair bepaalde dag is enkel van toepassing voor zover er een commissaris in de vennootschap is benoemd. Indien er geen commissaris is benoemd in de vennootschap wordt de datum van het door alle aandeelhouders ondertekende besluit geacht de datum te zijn waarop het besluit is toegekomen op de zetel van de vennootschap.

3. Wat de datering van de bijzondere algemene vergadering betreft, wordt de datum van het door alle aandeelhouders ondertekende besluit geacht de datum te zijn waarop het besluit is toegekomen op de zetel van de vennootschap, behoudens bewijs van het tegendeel. Indien er meerdere exemplaren van voorstel van besluit werden verstuurd, is de datum van ontvangst van het laatste bepalend.

Het schriftelijke besluit, opgenomen in één of meerdere goedgekeurde voorstellen, moet worden aangevuld met een gedateerde en door alle bestuurders ondertekende verklaring dat het door alle aandeelhouders ondertekende besluit op de zetel van de vennootschap is toegekomen op de in deze verklaring gemelde datum en alle vereiste handtekeningen draagt.

Uit het toegezonden voorstel van schriftelijk besluit moet blijken of bedoeld is dat alle agendapunten als geheel moeten worden goedgekeurd om tot een geldige schriftelijke besluit te komen, dan wel of voor elk agendapunt afzonderlijk de schriftelijke goedkeuring wordt gesolliciteerd.

4. Het toegezonden voorstel van schriftelijk besluit kan bepalen dat de goedkeuring op de zetel van de vennootschap moet toekomen vóór een welbepaalde datum om in aanmerking te komen voor een geldige schriftelijke besluit. Is de unaniem goedgekeurde schriftelijke besluit, in één of meerdere exemplaren, niet tijdig toegekomen vóór die datum, dan verliezen de ondertekende goedkeuringen elke rechtskracht.

De leden van het bestuursorgaan, de commissaris en de houders van converteerbare obligaties, inschrijvingsrechten of certificaten die met medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, mogen op hun verzoek van die besluiten kennis nemen.

Artikel 31. Elektronische algemene vergadering

1. Deelneming aan de algemene vergadering op afstand langs elektronische weg.

§ 1. De aandeelhouders evenals de leden van het bureau van de algemene vergadering, de bestuurders en, in voorkomend geval, de commissaris kunnen op afstand deelnemen aan de algemene vergadering door middel van een door de vennootschap ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel. Wat de naleving van de voorwaarden inzake aanwezigheid en meerderheid betreft, worden de personen die op die manier aan de algemene vergadering deelnemen, geacht aanwezig te zijn op de plaats waar de algemene vergadering wordt gehouden.

De hoedanigheid en de identiteit van iedere persoon die aan de vergadering wenst deel te nemen, wordt gecontroleerd en gewaarborgd op de wijze bepaald in een intern reglement opgesteld door het bestuursorgaan. Dit reglement bepaalt tevens de wijze waarop wordt vastgesteld dat een persoon via het elektronische communicatiemiddel aan de algemene vergadering deelneemt en bijgevolg als aanwezig kan worden beschouwd.

Om de veiligheid van het elektronische communicatiemiddel te waarborgen, kan het intern reglement voorwaarden stellen aan het gebruik van het elektronische communicatiemiddel.

Het komt toe aan het bureau van de algemene vergadering om de eerbiediging van de voorwaarden die zijn bepaald door de wet, deze statuten en het intern reglement te controleren en vast te stellen of een persoon op geldige wijze via het elektronische communicatiemiddel aan de algemene vergadering deelneemt en bijgevolg als aanwezig kan worden beschouwd.

§2. Het door de vennootschap ter beschikking gestelde elektronische communicatiemiddel moet iedere deelnemer ten minste in staat stellen om rechtstreeks, gelijktijdig en ononderbroken kennis te nemen van de

besprekingen tijdens de vergadering en om het stemrecht uit te oefenen met betrekking tot alle punten waarover de vergadering zich dient uit te spreken.

Het elektronische communicatiemiddel moet iedere deelnemer bovendien in staat stellen om deel te nemen aan de beraadslagingen en het recht uit te oefenen om vragen te stellen.

§3. De oproeping tot de algemene vergadering omvat een heldere en nauwkeurige beschrijving van de krachtens §1 in het intern reglement vastgestelde procedures met betrekking tot de deelname op afstand. Indien de vennootschap over een website beschikt dienen de te volgen procedures voor eenieder toegankelijk gemaakt te worden op deze website.

§ 4. De vorige paragrafen zijn, rekening houdend met de hun respectievelijk toegekende rechten, eveneens van toepassing op de houders van converteerbare obligaties, van inschrijvingsrechten en van certificaten die met medewerking van de vennootschap zijn uitgegeven.

2. Uitoefening van het stemrecht langs elektronische weg vóór de algemene vergadering (uitbreiding van de stemming per brief).

Iedere aandeelhouder heeft de mogelijkheid langs elektronische weg op afstand te stemmen vóór de algemene vergadering volgens een daartoe bestemd elektronisch/digitaal vergadermiddel.

De hoedanigheid van aandeelhouder en de identiteit van de persoon die op afstand wil stemmen vóór de algemene vergadering, wordt gecontroleerd en gewaarborgd op de wijze bepaald in een intern reglement opgesteld door het bestuursorgaan.

Het komt toe aan het bureau van de algemene vergadering om de eerbiediging van de modaliteiten bedoeld in de vorige leden te controleren en de geldigheid vast te stellen van de op afstand uitgebrachte stemmen.

3. Uitoefening van het recht schriftelijke vragen te stellen langs elektronische weg vóór de AV.

Vanaf de mededeling van de oproeping kunnen de aandeelhouders schriftelijk vragen stellen aan de bestuurders en aan de eventuele commissaris(sen), die tijdens de vergadering zullen worden beantwoord, voor zover die aandeelhouders voldoen aan de formaliteiten die vervuld moeten worden om tot de vergadering te worden toegelaten. Die vragen kunnen langs elektronische weg tot de vennootschap worden gericht via het in de oproeping tot de vergadering vermelde adres.

De vennootschap dient die schriftelijke vragen uiterlijk op de 3de dag vóór de dag van de algemene vergadering te ontvangen.

4. Deelneming op afstand aan de algemene vergadering van obligatiehouders langs elektronische weg.

De obligatiehouders kunnen op afstand deelnemen aan de algemene vergadering van obligatiehouders door middel van een door de vennootschap ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel onder dezelfde voorwaarden die zijn bepaald voor de algemene vergadering van aandeelhouders.

Artikel 32. Stemrecht

1. Op de algemene vergadering geeft ieder aandeel recht op één stem, onder voorbehoud van de wettelijke en statutaire bepalingen betreffende de aandelen zonder stemrecht.

2. Behoudens in de gevallen voorzien door de wet of deze statuten, worden de besluiten genomen bij meerderheid van stemmen, ongeacht het aantal effecten dat op de algemene vergadering vertegenwoordigd is.

Artikel 33. Verdaging van de algemene vergadering

De raad van bestuur/enige bestuurder kan, tijdens de zitting, elke algemene vergadering, zowel de jaarlijkse als de buitengewone en de bijzondere, verdagen met drie weken, zelfs indien het niet de jaarrekening betreft tenzij de vergadering bijeengeroepen is op verzoek van één of meer aandeelhouders overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

Tenzij de algemene vergadering er anders over beslist, doet deze vergadering geen afbreuk aan de andere genomen besluiten.

Alle aandeelhouders, ook zij die aan de eerste vergadering niet persoonlijk of bij gevolmachtigde hebben deelgenomen, worden tot de volgende vergadering opgeroepen en toegelaten, mits zij de toelatingsformaliteiten hebben vervuld.

De volmachten die werden verleend voor de eerste vergadering gelden tevens voor de tweede vergadering, tenzij zij werden herroepen.

De volgende vergadering zal over dezelfde agenda beraadslagen en zal definitieve besluiten nemen.

TITEL VII. Boekjaar – Jaarrekening – Bestemming van de winst

Artikel 34. Boekjaar – Jaarrekening

Het boekjaar van de vennootschap gaat in op 1 april en eindigt op 31 maart van het daaropvolgende jaar.

Artikel 35. Bestemming van de winst

De jaarlijkse nettowinst wordt bepaald overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

Van die winst wordt ten minste vijf procent ingehouden voor de vorming van de wettelijke reserve. Deze verplichting houdt op wanneer het reservefonds één/tiende van het kapitaal van de vennootschap bereikt.

De verplichting herleeft indien de wettelijke reserve wordt aangesproken, tot het reservefonds opnieuw één tiende van het kapitaal van de vennootschap heeft bereikt.

De aanwending van het saldo der winsten wordt geregeld door de jaarvergadering bij gewone meerderheid van stemmen, op voorstel van de raad van bestuur.

In afwijking van het vorige lid kan de jaarvergadering, op voorstel van de raad van bestuur, beslissen dat alles of een gedeelte van het saldo der winsten zal worden ingehouden om reserves of voorzieningen aan te leggen of zal worden overgedragen naar het volgende boekjaar.

Artikel 36. Uitkering van dividenden en interimdividenden

De uitkering van dividenden geschiedt op het tijdstip en op de plaatsen die de raad van bestuur aanduidt.
Aan de raad van bestuur wordt de bevoegdheid verleend om, op eigen verantwoordelijkheid en overeenkomstig de wettelijke bepalingen, de uitkering van voorschotten op dividenden te beslissen.

TITEL VIII. Ontbinding – Vereffening

Artikel 37. Benoeming van de vereffenaars

Bij ontbinding van de vennootschap, om welke reden en op welk ogenblik ook, wordt de vereffening verzorgd door één of meer vereffenaars, die worden benoemd door de algemene vergadering.

Indien er meerdere vereffenaars worden benoemd, besluit de algemene vergadering of zij alleen, gezamenlijk, dan wel als college de vennootschap vertegenwoordigen.

De algemene vergadering bepaalt de vergoeding van de vereffenaars.

Bij gebrek aan benoeming door de algemene vergadering geschiedt de vereffening door het bestuursorgaan dat op dat ogenblik in functie is en die in voorkomend geval handelt in de hoedanigheid van college van vereffenaars.

Artikel 38. Bevoegdheden van de vereffenaars

De vereffenaars zijn bevoegd tot alle verrichtingen vermeld in de wet tenzij de algemene vergadering anders besluit, bij gewone meerderheid van stemmen.

Artikel 39. Wijze van vereffening

Na aanzuivering van alle schulden, lasten en kosten van vereffening of na consignatie van de nodige gelden om die te voldoen, verdelen de vereffenaars het netto-actief, in geld of in effecten, onder de aandeelhouders naar verhouding van het aantal aandelen dat zij bezitten.

De goederen die nog in natura aanwezig zijn worden op dezelfde wijze verdeeld.

Indien niet op alle aandelen in dezelfde mate is gestort, moeten de vereffenaars, alvorens over te gaan tot de verdeling, het evenwicht herstellen door alle aandelen op volstreekte voet van gelijkheid te stellen, hetzij door bijkomende stortingen te vragen ten laste van de aandelen waarop niet voldoende werd gestort, hetzij door voorafgaande terugbetalingen, in geld of effecten, ten bate van de in een hogere verhouding volgestorte aandelen.

TITEL IX. Diverse bepalingen

Artikel 40. Geschillen

Voor alle geschillen met betrekking tot vennootschapsaangelegenheden tussen de vennootschap en haar aandeelhouders, haar bestuurders, gedelegeerd bestuurders, vaste vertegenwoordigers, directeurs, gewezen bestuurders, gewezen gedelegeerd bestuurders, gewezen vaste vertegenwoordigers, gewezen directeurs en/of vereffenaars, alsook alle geschillen tussen voormelde personen onderling, zijn uitsluitend de rechtbanken van de zetel van de vennootschap bevoegd, tenzij de vennootschap hieraan uitdrukkelijk verzaakt.

Artikel 41. Keuze van woonplaats

Iedere aandeelhouder, bestuurder, commissaris of vereffenaar, die in België geen woonplaats heeft, is verplicht in België woonplaats te kiezen voor de uitvoering van de statuten en alle betrekkingen met de vennootschap, zoniet wordt hij geacht woonplaats te hebben gekozen in de zetel van de vennootschap, waar hem alle mededelingen, gerechtelijke aanmaningen, dagvaardingen of betekeningen geldig kunnen worden gedaan.

Artikel 42. Toepasselijkheid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

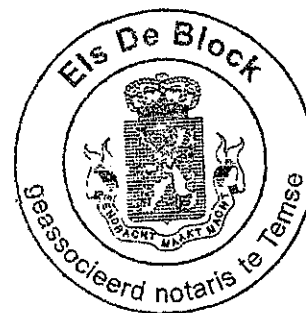
De bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, waarvan niet geldig zou zijn afgeweken, worden geacht te zijn ingeschreven in huidige akte, en clausules die strijdig zijn met de dwingende bepalingen van het Wetboek worden geacht niet te zijn geschreven."

POUR L'EXTRAIT RÉSUMÉ

Le notaire (obtenir) Els De Block, à Temse

Classé ensemble avec cet extrait :

- l'expédition de l'acte
- les statuts coordonnés



Els De Block & Tim Vandersteen
Geassocieerde notarissen
Frans Boelplein 41
9140 Temse
Tel. 03 711 08 27
Fax 03 711 17 52